

# La globalisation et ses ennemis

EMMANUEL NAVON

L'effondrement du Mur de Berlin a mis fin à l'affrontement entre deux types de globalisations : la globalisation libérale et la globalisation socialiste. Car le socialisme, on tend à l'oublier, aspire à la globalisation de l'économie mondiale et à l'avènement d'une économie égalitaire globale.

En 1999, dix ans exactement après l'effondrement du Mur de Berlin, les pays membres de l'Organisation mondiale du commerce se réunirent à Seattle. Ce sommet fut perturbé par des manifestations parfois violentes. Les manifestants ne vinrent pas pour célébrer le dixième anniversaire de l'effondrement du Mur de Berlin, mais pour décrier ses conséquences économiques.

La même année, deux livres influents parurent sur le sujet de la globalisation : *The Lexus and the Olive Tree* du journaliste américain Thomas Friedman, et *No Logo* de la journaliste canadienne Naomi Klein. Tandis que Klein adopte une position très critique à l'égard de la globalisation capitaliste, Thomas Friedman décrit cette même globalisation comme un phénomène inévitable.

La globalisation découle du progrès technologique, mais elle peut être influencée par la politique économique. L'avion et l'Internet permettent la mobilité rapide de l'information, des gens et des biens, mais l'État peut interdire l'importation de certains produits ou l'entrée de certains individus sur son territoire. La technologie informatique permet le mouvement des capitaux, mais elle permet également à l'État de contrôler ces mouvements.

Les gouvernements peuvent influencer la globalisation : ils la freinèrent dans les années 1930 et l'accéléchèrent après la Seconde Guerre mondiale. Ils peuvent l'influencer aujourd'hui, comme ils le firent dans le passé. Mais quel type d'influence faut-il espérer et promouvoir ? Tel est la question contentieuse.

Avant d'y répondre, examinons les faits.

La globalisation n'est pas un phénomène nouveau. Il y avait déjà une économie globale et des échanges commerciaux très poussés à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Le télégraphe, le téléphone, le chemin de fer, le bateau à vapeur et l'avion ont créé une économie globale, des transports rapides, et une circulation quasi immédiate de l'information dès le début du XX<sup>e</sup> siècle. Cette globalisation a précédé de près d'un siècle les manifestations de Seattle de 1999. Mais la globalisation de la fin du XX<sup>e</sup> siècle et du début du XXI<sup>e</sup> siècle est sans précédent pour deux raisons : 1) elle est visible par tous grâce à Internet ; 2) elle est sans concurrent idéologique depuis l'échec du communisme.

D'où la critique à son égard, qui est en réalité une critique du libéralisme économique.

Joseph Schumpeter affirme dans son livre *Capitalisme, Socialisme et Démocratie* que le capitalisme a créé à la fois une classe moyenne motivée par le succès, et une contre-culture d'intellectuels critiques. La critique de la globalisation libérale confirme cette théorie puisque cette critique provient essentiellement des pays riches. Naomi Klein affirme que la globalisation a créé une sorte de fascisme économique international, mais sa liberté d'expression n'existe que dans la culture politique et économique qu'elle critique. Et elle gagne sa vie en critiquant ce soi-disant « fascisme économique ».

D'après un sondage mené par le *World Economic Forum* en février 2002, les gens soutiennent plus la globalisation dans les pays en voie de développement que dans les pays développés.

La situation était inverse il y a quarante ans. À l'époque, les pays développés promouvaient le libre-échange tandis que les pays en voie de développement voulaient l'autosuffisance. Le sociologue brésilien Henrique Cardoso développa dans les années 1960 la théorie de la *dependencia* et affirmait que, dans une économie globale, les pays en développement deviendraient dépendants des pays développés.

En 1995, le même Cardoso devint Président du Brésil et il œuvra à l'intégration de son pays dans l'économie mondiale.

Cardoso a partiellement adopté le libéralisme économique, une idéologie qui a fait ses preuves avec l'échec du socialisme, mais une idéo-

logie qui est victime de son succès et qui s'attire la critique des « altermondialistes ».

Le libéralisme économique d'Adam Smith et de David Ricardo domina l'économie mondiale pendant l'apogée de l'Empire britannique. Mais la Première Guerre mondiale remit en cause le libéralisme économique. Tant le communisme que le fascisme offraient une alternative au libéralisme. La Russie devint communiste en 1917 ; l'Italie devint fasciste en 1922 et l'Allemagne en 1933. Ces pays remplacèrent le libre-échange par l'autarcie. La crise économique des années 1930 fut la crise du libéralisme. Même les pays démocratiques (les États-Unis sous Roosevelt et la France sous Léon Blum) adoptèrent une politique économique de régulation, de réduction des importations, et de stimulation par la demande (modèle keynésien).

L'après Seconde Guerre mondiale, en revanche, marqua le retour du libéralisme au sein du monde occidental. Le nouvel ordre économique établi par les Accords de Bretton Woods favorisait le libre échange. Mais, jusqu'à la fin de la Guerre froide, la globalisation libérale ne s'appliquait qu'à une minorité de l'humanité : l'Amérique du Nord, l'Europe occidentale, et les « tigres » asiatiques. J'ai bien dit une minorité, car il s'agissait là du quart de la population mondiale.

L'effondrement de l'Empire soviétique et la libéralisation des économies chinoise et indienne ont ajouté deux milliards d'individus à l'économie mondiale. La globalisation libérale est devenue dominante et elle est accusée de nombreux maux. Cette critique est-elle justifiée ?

L'une des principales critiques à l'encontre de la « nouvelle » globalisation est qu'elle accroît les inégalités entre pays riches et pays pauvres. Mais que disent les faits ? Que, comme l'a démontré l'économiste Jeffrey Sachs, les pays en développement qui ont ouvert leurs portes au commerce mondial et aux investissements étrangers ont bénéficié d'une croissance économique supérieure à celle des pays en développement qui sont restés à l'écart de la globalisation. Dans les années 1970, 11 % des pauvres dans le monde étaient en Afrique et 76 % en Asie. En 1998, la proportion était presque inverse : 66 % des pauvres étaient en Afrique et 15 % en Asie. Il y a eu plus de croissance en Asie qu'en Afrique, entre autres parce que les pays asiatiques ont su utiliser la globalisation comme moteur de croissance. La Corée du Sud, par exemple, a basé son modèle de croissance sur l'exportation – un modèle qui n'aurait pas pu réussir sans la globalisation. On ne saurait en dire autant de la Corée du Nord.

Comme l'avait expliqué David Ricardo, le libre-échange permet de maximaliser les avantages comparatifs. Depuis le début du XIX<sup>e</sup> siècle, il y

a eu trois périodes de forte croissance économique : les années 1870-1913, les années 1950-1973, et les années 1980-2000. Ces trois périodes furent des périodes de libre-échange et d'ouverture commerciale.

Mais que se passe-t-il lorsqu'un consommateur américain achète des produits importés qui sont moins chers et de meilleure qualité ? S'il cesse d'acheter des produits américains, cela portera atteinte à l'industrie américaine et donc au marché de l'emploi aux États-Unis. Il est indéniable que le libre-échange est souvent responsable de pertes d'emplois à court terme. Mais, à long terme, la croissance générée par le libre-échange permet la création d'emplois dans d'autres industries, en particulier si les gouvernements investissent dans l'éducation et dans la formation professionnelle pour adapter leur main d'œuvre aux industries dans lesquelles le pays a un avantage comparatif.

La globalisation est également accusée de porter atteinte à la souveraineté de l'État, qui serait devenu le serviteur des sociétés multinationales. L'ironie veut que les socialistes se lamentent de l'affaiblissement supposé de l'État, alors même que le marxisme voit dans l'État l'outil de pouvoir de la bourgeoisie, un pouvoir appelé à disparaître. Mais au-delà de cette ironie, la globalisation n'a pas changé le fait que l'État, contrairement à une société commerciale, a le monopole de la violence légitime. L'État impose sa volonté à ses citoyens en leur faisant payer des impôts et en les recrutant dans l'armée. Une société commerciale ne peut pas obliger les consommateurs à acheter ses produits (à moins qu'elle soit un monopole dans une économie autarcique). Tant aux États-Unis qu'en Europe, l'État interdit les monopoles ou les alliances commerciales visant à empêcher la concurrence. C'est à l'époque de la globalisation que Vladimir Putin a renationalisé les industries pétrolière et gazière russes pour rendre à la Russie son pouvoir d'antan. Et c'est à l'époque de la globalisation qu'Hugo Chavez a nationalisé l'industrie pétrolière vénézuélienne. Demandez à Michael Khodorovsky ce qu'il pense de la théorie sur l'asservissement de l'État aux corporations : en 2005, Vladimir Putin le mit en prison sous prétexte de fraude fiscale.

Troisième critique : la globalisation porterait atteinte à la qualité de l'environnement et à la production agricole des pays pauvres. Deux des grandes catastrophes écologiques du XX<sup>e</sup> siècle (l'assèchement de la Mer d'Aral et l'explosion de la centrale nucléaire de Tchernobyl) se sont produites en Union soviétique lorsque le pays était encore fermé à l'économie mondiale. Ces catastrophes écologiques, comme la pollution à Mexico City, n'ont rien à voir avec la globalisation. L'environnement souffre souvent plus des subventions de l'État que du libre-échange. Ainsi, le gouvernement

allemand dépense sept milliards d'Euros par an pour maintenir artificiellement une industrie du charbon polluante. Quant à l'agriculture, les dizaines de milliards d'Euros dépensés chaque année dans le cadre de la Politique agricole commune (PAC) portent atteinte aux revenus agricoles des pays en développement, qui ne peuvent concurrencer avec des produits agricoles hautement subventionnés. Or la subvention, c'est le contraire du marché libre. L'agriculture n'est pas globale : elle est nationale, subventionnée, et protectionniste.

Quatrième critique : la globalisation permet aux sociétés multinationales d'exploiter les pauvres. En réalité, les « altermondialistes » accusent les multinationales de deux maux : 1) elles n'investissent pas dans les pays pauvres parce qu'investir dans ces pays est trop dangereux ; 2) elles exploitent les ouvriers dans les pays pauvres. Cette double accusation contradictoire rappelle celle de Woody Allen dans *Manhattan* : la nourriture de l'hôtel était affreuse, et il n'y avait pas assez de nourriture. Si les multinationales ne sont pas les bienvenues dans les pays en développement, pourquoi se plaindre qu'elles n'y investissent pas assez ? Naomi Klein s'offusque des conditions de travail dans les « *sweat shops* » des multinationales d'Asie du Sud, mais elle ne s'offusque pas des conditions de travail qui sont bien pires dans les usines locales. L'exploitation des travailleurs existait en Chine bien avant que la Chine ouvre ses portes à la globalisation et aux multinationales. Or les conditions de travail dans les multinationales qui ont ouvert des usines en Asie du Sud sont meilleures (ou moins mauvaises) que les conditions de travail dans les usines locales.

Mais seules les conditions de travail dans les multinationales of-fusquent Naomi Klein. Il ne s'agit pas uniquement d'hypocrisie de sa part : c'est grâce à la globalisation de l'information que Naomi Klein a entendu parler des « *sweat shops* » asiatiques qui existaient pourtant dans les années 1950 dans des pays comme le Japon et la Corée du Sud. C'est grâce à la globalisation que les médias et les ONG nous informent des conditions de travail dans les « *sweat shops* » et que des mouvements de pression internationaux se créent pour améliorer ces conditions de travail. Donc la globalisation améliore les conditions de travail des ouvriers en Asie du Sud-est pour deux raisons : 1) les conditions de travail sont meilleures dans les multinationales que dans les usines locales ; 2) la globalisation médiatique permet de rendre publiques ces conditions de travail et de faire pression sur les multinationales.

Peut-on en dire autant des ouvriers dans les pays développés, dont les emplois migrent vers les pays en développement ? Indubitablement, les

ouvriers des pays développés sont plus affectés par la globalisation que les ouvriers des pays en développement. Mais le protectionnisme n'est pas une solution. L'industrie sidérurgique américaine, par exemple, n'est plus compétitive face à l'acier produit en Asie. Depuis le début des années 1970, le gouvernement américain a artificiellement maintenu 165 000 emplois dans l'industrie sidérurgique américaine par le biais de subventions. Cette politique a coûté 175 milliards de dollars au contribuable américain (soit un million de dollars par emploi dans l'industrie sidérurgique). Cet argent eût été mieux dépensé dans la formation professionnelle pour que les ouvriers américains trouvent du travail dans d'autres industries plus compétitives et plus demandées sur le marché mondial. Si le gouvernement fédéral américain avait bloqué l'importation d'acier, le problème n'aurait pas été résolu : une telle décision aurait engendré une augmentation des prix, donc plus d'inflation, donc des taux d'intérêt plus élevés, donc moins de croissance, donc plus de chômage. Par ailleurs, une politique protectionniste américaine aurait entraîné une réplique protectionniste européenne (comme dans les années 1930).

La solution réside dans la formation professionnelle et dans l'intégration de la main d'œuvre dans d'autres secteurs de l'économie. Il y avait 22,5 millions d'ouvriers dans le secteur industriel aux États-Unis en 1970, tandis qu'il n'y en a que 20 millions aujourd'hui. Cela signifie-t-il que 2,5 millions d'ouvriers sont au chômage ? Non, car pendant la même période, le nombre d'emplois dans les services (secteur tertiaire) est passé de 49 millions à 102 millions aux États-Unis. Même chose en Grande-Bretagne, pays qui a perdu 3,5 millions d'emplois dans le secteur secondaire (industrie) ces trente dernières années, et dont le taux de chômage a diminué de 70 % pendant la même période. Il y a deux siècles, près de 80 % de la main d'œuvre européenne était employée dans le secteur primaire (agriculture). Aujourd'hui, moins de 3 % de la main d'œuvre européenne travaille dans l'agriculture. Cela ne signifie bien entendu pas que les agriculteurs et leurs descendants sont au chômage. Ils sont passés aux secteurs secondaire et tertiaire.

Cinquième critique : la globalisation efface les cultures et les identités nationales. C'est une affirmation typiquement reprise par Naomi Klein, ainsi que par l'historienne britannique Polly Toynbee, qui accuse la globalisation de lui imposer « la vulgarité américaine et l'insoutenable musique du Titanic. » La globalisation met effectivement en contact, à l'échelle planétaire, des peuples, des idées, et des cultures. Mais qu'y a-t-il de nouveau ? Le christianisme et l'islam étaient des religions moyen-orientales qui sont devenues universelles. Le marxisme était une idée européenne qui est devenue l'idéologie officielle du gouvernement chinois.

L'idée selon laquelle la publicité et la société de consommation nous poussent à acheter des produits dont nous n'avons pas besoin n'est pas une idée nouvelle. Mais l'accusation va plus loin : le consumérisme fait de nous des zombies et crée une servitude dont nous ne sommes pas conscients. Cette accusation est connue : Herbert Marcuse s'en fit l'apôtre dans son livre *L'homme unidimensionnel* (1964). La critique de Marcuse est une critique marxiste, qui considère que le capitalisme assujettit l'homme. Marcuse considérait que le citoyen américain des années 1960 était devenu l'esclave inconscient du capitalisme. Les altermondialistes affirment que cet esclavage inconscient s'est étendu à l'humanité tout entière. Jürgen Habermas est l'une des figures de proue de cette critique. Dans son livre *La constellation post-nationale* (1998), Habermas affirme que la globalisation a permis et permet aux multinationales d'assujettir l'humanité et d'imposer leur volonté à des consommateurs impuissants. Au passage, ces mêmes multinationales effacent les identités nationales puisque le « consommateur zombie » est victime de l'hypnose de McDonald's™, de Nike™ ou d'Apple™, qu'il soit Français, Chinois, ou Argentin. Outre le fait qu'elle frôle la théorie du complot, la thèse d'Habermas est ironique, précisément parce qu'Habermas est marxiste. Étant donné que le marxisme considère que l'État-nation est une construction artificielle bourgeoise appelée à disparaître avec l'avènement de la globalisation socialiste, de quoi exactement Habermas se plaint-il ? La réponse est simple : les marxistes sont prêts à sacrifier l'identité nationale pour la globalisation socialiste, mais pas pour la globalisation libérale.

Non pas que les auteurs favorables à la globalisation ne soient pas également enclins au ridicule. Thomas Friedman, par exemple, affirme qu'il n'y a jamais eu de guerre entre deux pays dans lesquels il y a un McDonald's™. Il suffirait donc d'ouvrir un McDonald's™ à Islamabad pour éviter une conflagration nucléaire entre l'Inde et le Pakistan, d'en ouvrir un autre à Ramallah pour résoudre le conflit israélo-palestinien, et, enfin, d'en ouvrir un à Téhéran pour mettre fin au programme nucléaire iranien.

Mais, au-delà du comique, il semble au contraire que la globalisation renforce les identités nationales. L'exemple le plus frappant est l'Union européenne (UE). Symbole d'intégration économique supranationale, l'UE est un laboratoire de sécessions nationalistes : les Tchèques et les Slovaques se sont séparés tout en rejoignant l'UE, les Écossais vont bientôt se prononcer sur leur sécession de la Grande-Bretagne, et le conflit nationaliste entre Turcs et Grecs continue de diviser Chypre en dépit de l'accession de cette île à l'UE. L'UE encourage le respect des identités et des dialectes : c'est parce qu'elle est membre de l'UE que l'Espagne ne peut étouffer par la force

les aspirations et les revendications des Basques et des Catalans. Enfin, la montée des partis d'extrême droite dans des pays comme la France, la Hongrie ou la Hollande prouve que la globalisation n'a en rien effacé le nationalisme, au contraire : la crainte de perdre sa souveraineté et son identité crée une réaction nationaliste.

Par ailleurs, la rencontre entre les cultures et les identités n'est pas à sens unique. Il y a plus de restaurants de Sushi à New York que de McDonald's™ à Tokyo. Il y a des Japonais qui se convertissent au christianisme comme il y a des Américains qui se convertissent au bouddhisme. La globalisation ne fait que renforcer la liberté individuelle, précisément parce qu'elle nous permet de faire plus de choix. Les régimes autoritaires ont peur de la globalisation parce qu'elle rend impossible le contrôle de l'information et des esprits. George Orwell vit juste en prédisant que les régimes totalitaires utilisent la technologie pour tenter de contrôler les esprits. Mais il n'était apparemment pas conscient du fait que c'est cette même technologie qui allait mettre fin aux régimes totalitaires. L'Internet ébranle les régimes totalitaires et rend le pouvoir au peuple.

Parce qu'elle favorise la croissance, la globalisation est un facteur de liberté. L'expérience asiatique montre que lorsque les gens atteignent un certain niveau de vie, ils exigent leurs droits et leur liberté : Taïwan et la Corée du Sud sont devenus des pays développés sous des régimes autoritaires, mais le développement économique a créé des classes moyennes qui ont exigé et obtenu la transition démocratique.

Naomi Klein décrit le pouvoir des multinationales comme un régime « fasciste » et « terroriste. » En réalité, le fait que les multinationales dépendent autant de la publicité est un signe de faiblesse : si ces multinationales avaient autant de pouvoir, elles n'auraient pas besoin de nous supplier pour que nous achetions leurs produits. Par exemple, Coca-Cola™ introduit en 1985 le « *New Coke* » a coup de millions de dollars de publicité. Selon la théorie de Naomi Klein, les zombies que nous sommes aurions dû boire ce nouveau breuvage comme une princesse ensorcelée. En réalité, le marché rejeta le nouveau produit qui n'était pas du goût du public. Par ailleurs, un « logo » est une sorte de police d'assurance pour le consommateur : nous faisons confiance à Amazon™ ou à Avis™ parce que ces compagnies ont une bonne réputation.

Un sondage de la société DDB a récemment démontré que le consommateur américain est moins fidèle aux marques (aux « logos ») qu'il ne l'était il y a trois décennies : 86 % en 1975 contre 59 % en 2000. Sur quoi, donc, Naomi Klein fonde-t-elle sa théorie du consommateur esclave



des « logos ? » Si Naomi Klein craint tellement le pouvoir du vide, elle devrait s'inquiéter de ses propres livres.

Les arguments « altermondialistes » contre la globalisation sont généralement démagogiques. Il s'agit en réalité d'une critique du libéralisme économique, et la globalisation sert d'alibi.

Ce qui ne signifie pas que la globalisation n'ait pas créé et ne crée pas de problèmes. Mais ces problèmes ne sont pas sans solution, et ils ne justifient pas de revenir au protectionnisme des années 1930.

Les gouvernements peuvent pallier les désidératas de la globalisation.

Ils peuvent réduire les subventions agricoles et les taxes d'importations pour aider à réduire la pauvreté dans les pays en développement.

Ils peuvent mettre en place un mécanisme pour éviter les crises financières telles que celles de 1997 et de 2008.

Ils peuvent contribuer au financement de la recherche médicale pour faire baisser le prix des patentes et permettre aux pays pauvres de se procurer les médicaments dont leurs populations ont besoin.

Ils peuvent promouvoir la micro-finance, qui a fait ses preuves dans les pays en développement.

Contrairement à ce qu'affirme Thomas Friedman dans son livre *La Lexus et l'Olivier*, la globalisation n'est pas un phénomène déterministe, et les États-Unis ne dominent pas la globalisation. La puissance des États-Unis est remise en cause par la Chine, par la Russie et par l'Iran. La globalisation peut être remise en cause par le retour de l'Amérique latine au péronisme (le rêve d'Hugo Chavez), par le « nationalisme énergétique » de la Russie, et par le retour de l'Europe au néo socialisme.

Les gouvernements et les ONG ne peuvent pas empêcher le progrès scientifique (heureusement), mais ils peuvent remettre en cause les bienfaits de la globalisation, comme le souhaiterait Naomi Klein. En tant que citoyens informés, nous avons le devoir de comprendre les enjeux de la globalisation avant d'en influencer le cours par le biais des gouvernements que nous élisons.

Je conclurai avec une anecdote. En mai 2007, les ouvriers du port de Xiamen en Chine organisèrent une manifestation grâce à l'envoi de SMS pour protester contre la décision du gouvernement d'ouvrir une usine de produits chimiques, une usine jugée dangereuse par la population locale. Le gouvernement chinois finit par reculer et annuler le projet. Il ne s'agissait pas d'une multinationale mais d'une entreprise appartenant à l'État chinois. C'est grâce à la technologie moderne que les manifestants ont pu s'organiser. Ils étaient conscients des dangers de l'industrie chimique grâce à l'infor-

mation disponible sur Internet. Ils ont le temps de se préoccuper de leur environnement et de leur santé parce qu'ils ne meurent pas de faim comme à l'époque de Mao. Et le gouvernement chinois a tiré les leçons de « l'effet CNN » depuis Tienanmen. Les ouvriers du port de Xiamen ont eu raison de leur gouvernement grâce à la globalisation.